

TUNISIA GLOBAL FORUM 2026 LIVRE BLANC

TunisiaIA

Bâtir notre avenir à l'ère de l'IA

5 mesures phares structurantes

41 recommandations

2030 horizon d'ambition

Bâtir notre avenir à l'ère de l'IA

L'intelligence artificielle ouvre une nouvelle phase de transformation économique, sociale et technologique. Elle modifie déjà la manière de produire, d'apprendre, de soigner, d'innover, d'administrer et de décider. Son impact ne dépendra toutefois pas de la seule disponibilité des technologies. Il dépendra surtout de la capacité des pays à les orienter vers des usages utiles, à créer les conditions de la confiance et à préparer leurs institutions, leurs entreprises et leurs talents à cette transition.

La Tunisie aborde cette transformation avec des atouts réels : un capital humain reconnu, une tradition scientifique et universitaire, des entreprises présentes sur les marchés internationaux, un écosystème entrepreneurial actif et une diaspora fortement connectée aux pôles mondiaux de la technologie, de la recherche et de l'investissement. Ces forces ne constituent cependant pas, à elles seules, une garantie de réussite. Leur impact dépendra de notre capacité collective à mieux les relier, à lever les freins à l'adoption et à inscrire les initiatives dans une trajectoire cohérente et progressive.

Le présent Livre Blanc est issu d'une mobilisation d'experts tunisiens réunis autour du projet TunisIA, porté par l'ATUGE dans le cadre du Tunisia Global Forum 2026. Il ne prétend ni se substituer aux institutions publiques ni figer une stratégie nationale définitive. Il propose une vision, des orientations et un ensemble de mesures susceptibles d'alimenter la réflexion, le dialogue et l'action.

L'ambition proposée n'est pas de poursuivre la technologie pour elle-même ni de reproduire des modèles conçus pour d'autres économies. Elle est de construire une trajectoire tunisienne : réaliste dans ses moyens, exigeante dans ses principes et ambitieuse dans ses effets : partir des usages, protéger les droits, renforcer la compétitivité et mobiliser l'intelligence collective.

Sa démarche repose sur une conviction simple : aucune institution, aucune entreprise et aucun groupe d'experts ne peut, seul, définir la réponse tunisienne à l'IA. Cette réponse devra être construite avec l'État, les collectivités, les universités, les centres de recherche, les entreprises de toutes tailles, les organisations professionnelles, la société civile, les partenaires internationaux, la diaspora et les citoyens.

Un document vivant et ouvert

Les échanges du Tunisia Global Forum constituent une première étape d'enrichissement. Le Livre Blanc a vocation à être partagé, discuté, complété et actualisé au rythme des transformations technologiques, des retours d'expérience et des priorités nationales.

Comité Stratégique Tunisia Global Forum 2026

Nom & Prénom	Organisme
ALLOULOU Amine	Executive Partner Wevoo, Président ATUGE Tunisie
BEGUIR Karim	Co-Fondateur et CEO d'InstaDeep, UK
BEN ROMDHANE Sami	VP Cloud Data Tech & AI Platform eBay, USA
BENZINA Neila	CEO Winbee, France & Tunisie
BOUJEMAA Nozha	Experte internationale en IA, co-Présidente Groupe IA / OCDE, France
CHETTAOUI Chafika	Directrice Stratégie et Transformation Data & IA, AXA France
FEHRI Noomane	Managing Partner, MEDIN Fund Management Company, Tunisie
GAFSI Jamel	VP Microsoft, UK
GHOZZI Houda	Fondatrice Open Startup, Tunisie
HOUAS Mehdi	Président fondateur Talan, Président de Numeum, France
JOUINI Elyes	Professeur de mathématiques et d'économie, Université Paris Dauphine-PSL, Ancien Président co-fondateur ATUGE France
JOUINI Karim	CEO Thunders.ai, France & Tunisie
KAMOUN Farouk	Professeur, Président Université SESAME, Tunisie
KESSENTINI Marouane	Professeur, Doyen College of Computing, Grand Valley State University, USA
KHAROUF Emna	Former Partner Deloitte, Ancienne Présidente ATUGE Tunisie
KTATA BARKIA Farah	Présidente ATIA, Tunisie
MAALEJ Khaled	Fondateur et CEO de Vsora, France
MARRAKCHI Maledh	Consultant en IA, Universitaire, Tunisie
MESSAOUD Zeineb	AfriLabs, Tunisie
OUALI Badreddine	Président Vermeg Group, Tunisie
SLIM Sami	CEO Telehouse, France
ZITOUNI Imed	Directeur principal de l'ingénierie chez Meta, USA

Comité de rédaction

MARRAKCHI Maledh · KHAROUF Emna · BEN HAJEL-BOUJEMAA Nozha

Table des matières

Avant-propos — Bâtir notre avenir à l'ère de l'IA	2
Gouvernance du Livre Blanc	3
I · Executive Summary	5
II · TunisIA : les 5 mesures phares structurantes	7
III · TunisIA : une trajectoire pour bâtir l'avenir de l'IA en Tunisie	9
1 · Accélérer l'adoption de l'IA & la création de valeur	11
2 · Construire les capacités en infrastructures critiques nécessaires	14
3 · Valoriser les données et développer des modèles sectoriels	18
4 · Levier transversal : gouvernance d'une IA de confiance	21
5 · Levier transversal : talents	24
IV · TunisIA : Ambitions à 2030	27
Sources	28

Executive Summary

1. Pourquoi agir maintenant ?

L'IA devient progressivement une technologie à usage général. Elle se diffuse dans l'ensemble des secteurs, transforme les chaînes de valeur et redéfinit les conditions de la compétitivité. Cette évolution crée des opportunités pour les économies capables d'adopter rapidement les solutions utiles, d'organiser l'accès aux données et aux capacités de calcul, et de faire évoluer les compétences.

Elle crée également des risques : accroissement des dépendances technologiques, automatisation de certaines fonctions, amplification des vulnérabilités cyber, usages opaques des données et accentuation possible des écarts entre organisations. Pour la Tunisie, l'enjeu est double : saisir les possibilités de création de valeur et anticiper les transformations qui pourraient fragiliser certains segments de l'économie ou du marché du travail — à commencer par les fonctions de services externalisées, que l'IA générative et agentique transforme en premier.

2. Notre vision

Vision proposée à l'horizon 2030 : faire de la Tunisie une économie capable de créer, d'adopter et de déployer une intelligence artificielle de confiance, au service du citoyen, de la performance des organisations, de la compétitivité nationale et du développement durable.

Cette vision est ambitieuse et pragmatique à la fois. Compte tenu de la rareté des ressources, la Tunisie ne pourra se distinguer que par la pertinence et l'efficacité de son approche : une IA smart et frugale, qui privilégie l'évolution de l'existant à la création ex nihilo, la mutualisation à la duplication, l'expérimentation évaluée à la généralisation précipitée, et qui juge chaque initiative à un seul étalon : les résultats et l'impact mesurables en création de valeur et en compétitivité nationale.

Cette vision vise donc des résultats concrets : une administration plus efficace, des entreprises plus productives, des services de santé et d'éducation mieux outillés, une industrie plus compétitive, une meilleure valorisation de la recherche et des données, et des parcours professionnels adaptés à l'évolution des métiers.

3. Cinq principes directeurs

- 1 Partir des usages et des besoins.** Encourager l'adoption de l'IA au bénéfice de la croissance économique. Prioriser les problèmes à résoudre et les résultats attendus avant le choix des technologies ; dimensionner les investissements — notamment en calcul et en infrastructures — par la demande réelle, non par mimétisme.
- 2 Construire progressivement les capacités stratégiques.** Développer l'énergie, les infrastructures, l'accès au calcul et les données par paliers, selon les usages constatés et les moyens disponibles, en éliminant les obstacles réglementaires et organisationnels dont la levée peut produire rapidement des effets structurants.

- 3 Développer une IA de confiance, conçue d'abord pour les citoyens.** Intégrer la protection des droits et des données, la cybersécurité, la transparence des algorithmes et la gestion des risques dans un cadre tunisien aligné sur les meilleurs standards internationaux, dont il partage l'esprit sans en être la copie.
- 4 Renforcer les talents et les organisations.** Valoriser pleinement la ressource rare que la Tunisie possède déjà : retenir les talents établis, reconvertir les professionnels des métiers exposés, mobiliser la diaspora — et former les décideurs, les agents publics, les enseignants et les nouvelles générations.
- 5 Mobiliser l'intelligence collective.** Organiser la coopération entre institutions publiques, recherche, startups et entreprises établies, société civile, partenaires internationaux et diaspora ; soumettre ce livre blanc, publié en open source, au débat du Tunisia Global Forum et à l'enrichissement de toutes les parties prenantes.

Cinq mesures phares structurantes

1 — Construire, par paliers et guidées par les usages, les capacités d'énergie et de calcul principes 1 et 2

Décret Green PPAs pour les data centers, mutualisation des capacités de calcul existantes en un service national, schéma directeur du calcul souverain avant tout investissement lourd.

Impact attendu : un accès au calcul élargi à coût maîtrisé, une attractivité renforcée pour les investissements durables — et aucun investissement lourd engagé sans demande avérée.

2 — Faire évoluer le cadre tunisien de la donnée et de l'IA de confiance principe 3

Adoption de la loi données en discussion à l'ARP, renforcement de l'INPDP, puis engagement du processus d'adéquation européenne et internationale pour une IA responsable et de confiance.

Impact attendu : cette réforme renforcerait la confiance des citoyens et des entreprises et faciliterait, à terme, le rapprochement avec les standards européens.

3 — Doter le pays d'une instance de pilotage, le Conseil Stratégique de l'IA (CSIA) principes 2 et 5

Décret transformant le Conseil Supérieur du Numérique existant, sans création de structure nouvelle ; première mission : formaliser et publier la stratégie nationale de l'IA sous douze mois.

Impact attendu : une coordination interministérielle effective, un pilotage par les résultats, une remontée mesurable dans les évaluations internationales.

4 — Lever le verrou du change pour l'économie de l'innovation principes 1 et 2

Régime dérogatoire expérimental, instruit avec la Banque Centrale pour les startups labellisées et les entreprises technologiques exportatrices, évalué à douze mois avant élargissement.

Impact attendu : un accès fluide aux services cloud, API et calcul mondiaux, un retour facilité des capitaux et des compétences — pour un coût budgétaire direct quasi nul.

5 — Retenir, reconvertir, faire revenir : une politique des talents à trois volets principe 4

Mécanismes de rétention pour les talents établis, vague pilote de reconversion de 5 000 professionnels d'ici 2028 évaluée publiquement, statut diaspora à mécanisme miroir.

Impact attendu : un ralentissement mesurable de l'expatriation, la sécurisation des emplois exposés à l'automatisation, une expertise de haut niveau réinjectée à coût marginal.

41 recommandations réglementaires, organisationnelles et opérationnelles détaillent ci-après les grandes lignes de cette trajectoire, dont l'ambition à l'horizon 2030 est de positionner la Tunisie comme un acteur influent de l'IA et un acteur technologique à part entière dans l'espace Europe, Afrique et Moyen-Orient.

TunisIA : une trajectoire pour bâtir l'avenir de l'IA en Tunisie

L'IA n'est plus une simple technologie, mais l'un des principaux leviers de productivité et de transformation économique, agissant comme une infrastructure de base pour les économies modernes. Pour les nations développées, elle peut contribuer à apporter une réponse au vieillissement démographique ; pour les économies en voie de développement, l'IA offre une opportunité historique de saut technologique et de positionnement dans une économie basée sur le savoir.

En 2026, l'intégration de l'IA ne définit plus seulement la compétitivité d'une économie ou d'une entreprise, mais la résilience systémique d'un État et sa capacité à capter les flux d'investissements directs étrangers dans une économie désormais dictée par l'algorithme.

Face à ce défi, la Tunisie, avec le programme TunisIA, propose un cadre structuré (figure 2), motivé par la nécessité de partir des besoins et des usages en applications de l'IA pour créer de la valeur, et d'agir en conséquence pour développer les capacités en infrastructures, les données et les modèles IA au service de cette finalité.

Feuille de route TunisIA — Partir des usages, bâtir la souveraineté

AXE 1 - CENTRAL

Usages & création de valeur

Adoption PME, secteurs prioritaires, services publics : 5 mesures phares · 41 recommandations

AXE 2

Énergie & infrastructures critiques et frugales

Green PPAs, clouds qualifiés, compute mutualisé

AXE 3

Données & modèles sectoriels

Datasets arabophones, modèles adaptés pour des secteurs spécialisés

LEVIER TRANSVERSAL

Gouvernance d'une IA de confiance

LEVIER TRANSVERSAL

Talents

Formation · rétention · diaspora

Figure 2 : Structure de la feuille de route TunisIA

La feuille de route est structurée en trois axes majeurs et deux leviers transversaux :

Axe 1, Accélérer l'adoption de l'IA et la création de valeur. Cet axe est placé au centre de la

trajectoire. Au-delà des infrastructures et des technologies, la question essentielle est de savoir comment l'IA contribue concrètement à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises, à la transformation des secteurs économiques et à l'amélioration des services publics. Une attention particulière est accordée aux PME (l'essentiel du tissu économique tunisien) et à un nombre limité de secteurs prioritaires : industrie, agriculture, santé, finance, éducation et services publics.

Axe 2, Construire les capacités en infrastructures critiques nécessaires et frugales. L'énergie, la connectivité, le cloud et le compute constituent des capacités critiques, développées selon une approche progressive et économiquement soutenable, guidée par les usages. L'approche est hybride : capacités nationales pour les besoins critiques et souverains, infrastructures mutualisées, clouds qualifiés (N-Cloud/G-Cloud), coopération régionale et internationale avec accès maîtrisé aux plateformes internationales.

Axe 3, Valoriser les données et développer des modèles sectoriels. Guider le développement de modèles et d'applications IA par les usages identifiés ; valoriser les données en travaillant leur qualité et leur accessibilité (interopérabilité) ; constituer des datasets tunisiens et arabophones et développer des modèles spécialisés pour les secteurs prioritaires.

Levier transversal, Gouvernance d'une IA de confiance. Le déploiement de l'IA ne peut se faire à l'aveugle : il soulève des défis éthiques, juridiques et souverains cruciaux, notamment en matière de protection des données citoyennes et de transparence des algorithmes. Instaurer une gouvernance de confiance n'est plus une option : c'est le seul mécanisme garantissant que l'innovation se développe dans le respect des droits fondamentaux, tout en renforçant la souveraineté numérique nationale et la confiance des citoyens, favorisant ainsi la croissance économique.

Levier transversal, Talents. Renforcer l'avantage reconnu de la Tunisie en ressources humaines qualifiées et le faire évoluer selon les exigences du développement de l'IA ; capitaliser sur une diaspora de très grande qualité ; définir une politique de rétention face à un « brain drain » de plus en plus pénalisant.

Dans la suite, le programme TunisIA est détaillé avec 41 recommandations, ventilées selon leur nature, réglementaire, organisationnelle ou opérationnelle, en plus des 5 mesures structurantes phares citées en section II.

A · Réalité de la Tunisie

Le taux d'adoption de l'IA était de 12,7 % fin 2025 selon le rapport Microsoft/Tech In Africa, en ligne avec les standards régionaux, mais très en deçà du potentiel offert par la densité de talents. La pénétration de l'IA dans le secteur public reste faible, et les PME, 90 % du tissu économique, sont quasiment absentes des usages, faute d'offre packagée, de financement et d'accompagnement. Le marché domestique étroit (12,5 M hab.) impose de coupler adoption locale et orientation export.

B · Benchmark

Sur la part de la population en âge de travailler utilisant activement les outils d'IA (ChatGPT, Copilot, Gemini), l'Afrique du Sud mène à l'échelle continentale (21,1 %) ; le bloc nord-africain montre une dynamique serrée : Égypte 13,4 %, Tunisie 12,7 %, Maroc 10,9 %.

L'Égypte tire profit de sa masse critique et d'investissements ciblés : forte implantation de data centers, focus stratégique sur les outils IA arabophones, adoption plus naturelle dans les services publics et les grandes entreprises, projets conjoints avec Microsoft. Le Maroc, en phase de rattrapage, se positionne avec une bonne infrastructure et une formation STEM de qualité, misant sur une structuration réglementaire et souveraine. La Tunisie, elle, surpasse ses voisins par la concentration et la qualification technique de ses ingénieurs.

C · Opportunités et défis

OPPORTUNITÉS

- + Engagement actif dans la Stratégie IA Continentale de l'Union Africaine
- + Taux d'adoption IA 12,7 %, en ligne avec les standards régionaux
- + 4 120 développeurs par million d'habitants, l'une des plus fortes densités d'Afrique
- + Surperformance régulière de sa catégorie de revenus sur les technologies futures et les compétences individuelles

DÉFIS

- Manque criant de data centers locaux de grande envergure
- Pas de politique nationale de compute souverain
- Plafond de verre pour les startups IA : coûts d'entraînement difficiles à financer, expatriation pour lever des fonds
- Cadre légal en retard sur la technologie ; absence de stratégie d'État « IA souveraine » budgétisée

D · Recommandations

A1.1 · Mettre l'IA au cœur de la demande TIC des marchés publics

RÉGLEMENTAIRE 6 MOIS

Instaurer une obligation d'intégrer, pour les marchés publics TIC où c'est pertinent, la composante IA et AI-readiness et favoriser des solutions IA locales développées par les PME du secteur TIC et les startups labellisées. Mettre en place un cadre favorisant l'achat public de solutions innovantes intégrant l'intelligence artificielle, en permettant les approches de co-développement entre acheteur public et fournisseurs, et/ou en valorisant les offres générant un impact significatif sur l'écosystème tunisien (développement, investissement, partenariats, transfert de compétences et création de valeur locale), qu'elles soient proposées par des acteurs nationaux ou internationaux.

A1.2 · Lancer un Programme national de Transition IA des PME

RÉGLEMENTAIRE 6 MOIS

Inspiré du Plan de Mise à Niveau, associant diagnostic, conseil, formation, accompagnement au changement et soutien à l'investissement afin d'accélérer l'adoption de l'IA. Le dispositif cofinancera les solutions innovantes générant une forte valeur ajoutée en Tunisie et contribuera à renforcer durablement la compétitivité des entreprises.

A1.3 · Réforme du régime de change pour l'innovation

RÉGLEMENTAIRE 6 MOIS

Régime dérogatoire immédiat pour startups labellisées et entreprises tech exportatrices : comptes en devises librement utilisables, liberté de paiement des services numériques internationaux, garanties de rapatriement, dans l'attente de la nouvelle loi de change marquant un changement radical de paradigme sur ce sujet et qui devient une urgence nationale pour l'attractivité économique du pays et pour donner aux talents et aux entreprises de notre pays les moyens de réussir dans le monde à partir de la Tunisie.

A1.4 · Observatoire national de l'adoption de l'IA

ORGANISATIONNELLE 6 MOIS

Mesurer annuellement l'adoption par taille d'entreprise et par secteur, l'impact de productivité et les effets sur l'emploi ; publier le baromètre au TGF chaque année.

A1.5 · Des cas d'usage nationaux à fort impact

ORGANISATIONNELLE 12 MOIS

Créer un fonds de 50 MDT dédié au déploiement d'applications IA dans les secteurs prioritaires (santé, agriculture, transport, éducation, services publics), finançant notamment le développement des usages et le soutien à l'adoption de l'IA.

Sélectionner, sous l'égide de la structure de gouvernance de l'IA, une dizaine de cas d'usage nationaux dans les secteurs prioritaires, chacun doté d'un porteur, d'un budget, d'objectifs et de KPIs mesurables, avec revue semestrielle publique.

Lancer une dizaine de services publics IA en 18 mois : assistant numérique d'information et d'orientation destiné aux assurés de la CNAM, détection de fraude douanière, assistant fiscal, conseiller agricole, outil d'assistance documentaire et de recherche juridique, sous contrôle humain. Partenariat PME/startups locales + administration.

A1.6 · Fast-Track startups IA export

OPÉRATIONNELLE 12 MOIS

Sélectionner et accompagner les startups IA à fort potentiel d'exportation via un programme intensif (financement, mentorat diaspora, accès marchés UE/Golfe).

A1.7 · Plan « BPO et Nearshore augmenté »

OPÉRATIONNELLE 12 MOIS

Accompagner la montée en chaîne de valeur des acteurs de l'offshoring (comptabilité, relation client, ITO) vers des services IA-augmentés, en lien avec le programme de reconversion des talents (levier T2).

A1.8 · Plan national robotique

RÉGLEMENTAIRE 18 MOIS

Élaborer un cadre juridique de la robotique (homologation, sécurité, responsabilité) et un programme d'incitations à la modernisation robotique des filières exportatrices, couplé à l'émergence d'une offre locale d'intégration et de maintenance.

A · Réalité de la Tunisie

L'énergie est le fondement de tout écosystème IA : former et faire tourner des modèles, alimenter des data centers haute densité (40–250 kW/rack) exige une énergie abondante, fiable et idéalement décarbonée. La Tunisie dispose de 5 944 MW de puissance installée (25 centrales, 19 395 GWh produits en 2024), mais 93,7 % repose sur des combustibles fossiles importés. La STEG gère 92,1 % de la capacité, sous pression structurelle croissante (demande +5 %/an) avec des risques de coupures estivales. Le renouvelable ne représentait que 787 MW en juin 2025 (240 MW éolien, 485 MW solaire, 62 MW hydraulique), soit 4,03 % du mix ; des appels d'offres visent 1 700 MW additionnels. Un MOU SoleCrypt–Schneider Electric (2025) mise sur la connectivité sous-marine vers l'Europe (latence <10 ms surpassant la cible initiale <15 ms) et un potentiel théorique de 320 GW solaire/éolien pour une demande de pointe de 5 GW.

Le calcul reste le goulot d'étranglement mondial de l'IA, et la Tunisie n'y échappe pas : le Tony Blair Institute (State of Compute Access 2024) note des lacunes en GPU et data centers malgré un écosystème numérique émergent. La régulation du cloud est un pilier de la stratégie numérique 2025 : le décret-loi n°2023-17 confie à l'ANCS la labellisation des hébergeurs, pionnière africaine (2^e pays arabe) avec les labels G-Cloud et N-Cloud (7 acteurs N-Cloud, aucun G-Cloud à ce jour). Des hubs cloud/HPC émergent : Centre de Calcul Khawarezmi (1,3 pétaflops, 3^e supercalculateur africain), Hub IA de Novation City (DGX NVIDIA, premier nœud GPU public d'Afrique du Nord), système DGX de l'université ESPRIT. La capacité souveraine totale reste toutefois très limitée et peu accessible. Côté privé : Dataxion (seul Tier IV certifié) et EO Datacenter (Tier III).

La connectivité internationale est un atout majeur : plus de 10 câbles sous-marins (IMEWE, SeaMeWe-4, Hannibal, Medusa...) offrant <10 ms de latence vers l'Europe ; fibre nationale relativement développée, 5G lancée en février 2025. Sur l'hydrogène vert, la stratégie 2024 s'appuie sur le projet SouthH2 Corridor (gazoduc de 3 500–4 000 km vers l'Europe, jusqu'à 163 TWh/an). Atouts différenciateurs : densité solaire (320 GW de potentiel vs 5 GW de demande) et le projet ELMED, première interconnexion électrique en courant continu Europe–Afrique du Nord (Sicile–Cap Bon, ~220 km, 600 MW).

B · Benchmark

Le Maroc est le leader nord-africain des énergies renouvelables : 5,46 GW installés en 2025 (éolien 2,39 GW, solaire 0,95 GW), complexe Noor Ouarzazate (510 MW, plus grande CSP mondiale), cible de 52 % d'énergies renouvelables à 2030. Il a investi massivement dans le numérique (Digital Maroc 2030, data centers Maroc Telecom et OCP, présence Huawei Cloud et Oracle). L'Égypte affiche 11,8 GW de renouvelable (parc solaire de Benban, 1,8 GW) et se positionne comme le principal hub de connectivité MENA : câbles sous-marins stratégiques, investissements Equinix, nœuds régionaux AWS et Azure, masse critique de talents supérieure pour attirer les hyperscalers.

C · Opportunités et défis

OPPORTUNITÉS

- + Potentiel solaire et éolien parmi les plus élevés d'Afrique du Nord (320 GW)
- + Infrastructure électrique couvrant quasi 100 % de la population
- + Connexion envisagée au réseau européen (câble ELMED, \$304,5 M)
- + Partenariat SoleCrypt-Schneider Electric pour data centers IA durables
- + Pipeline SouthH2 (hydrogène vert) et potentiel export vers l'Europe
- + Connectivité sous-marine exceptionnelle (>10 câbles, <10 ms vers l'Europe)
- + Supercalculateur HPC au CCK et Hub NVIDIA DGX opérationnel à Novation City
- + Cadre réglementaire pionnier pour les services cloud

DÉFIS

- Dépendance critique au gaz naturel importé (93,7 % d'électricité fossile)
- 4,03 % de mix renouvelable en 2025, objectif 35 % en 2030 très ambitieux
- STEG en tension sur la pointe, risque de brownouts estivaux
- Investissements énergie insuffisants (\$3 Md vs \$36 Md Égypte, 2021-2025)
- Absence de cadre PPA vert pour data centers IA
- Capacité GPU souveraine fragmentée et non accessible à tous
- Pas de data center certifié hyperscale sur le territoire
- Cadre cloud souverain (G-Cloud) lent à se déployer ; pas de politique de compute souverain

D · Recommandations

A2.1 · Green PPA pour data centers IA

RÉGLEMENTAIRE 6 MOIS

Adopter un décret introduisant des contrats d'achat d'énergie renouvelable (Power Purchase Agreements) dédiés aux opérateurs de data centers IA.

A2.2 · Classification infrastructure numérique prioritaire

RÉGLEMENTAIRE 3 MOIS

Classer les data centers IA comme infrastructures critiques. Prévoir un accès encadré à une alimentation fiable, conditionné à l'efficacité énergétique, à la soutenabilité du réseau et à la contribution aux énergies renouvelables.

A2.3 · Régime fiscal data centers IA

RÉGLEMENTAIRE 3 MOIS

Étudier un régime fiscal et douanier incitatif, conditionné à l'investissement, à l'emploi, à l'efficacité énergétique et à la création de valeur locale. À titre d'exemple : exonérer de TVA et d'impôt sur les sociétés pendant 7 ans tout investissement en data center IA >10 MW ; régime

d'exonération de 5 ans pour les opérateurs certifiés.

A2.4 · Étude de cadrage Compute National Souverain

ORGANISATIONNELLE 6 MOIS

Analyser les besoins réels (recherche, PME/startups, administrations) en capacités HPC, usages, coûts, modèle économique, soutenabilité énergétique, avec livrable : schéma directeur du compute souverain tunisien validé par la gouvernance de l'IA.

A2.5 · Développement Cloud Souverain

ORGANISATIONNELLE 6-12 MOIS

Accompagner l'émergence d'acteurs cloud labellisés G-Cloud pour l'hébergement des données publiques sensibles.

A2.6 · Fonds Énergie-IA

ORGANISATIONNELLE 12 MOIS

Créer un fonds souverain de co-investissement dédié à l'énergie renouvelable pour les infrastructures IA (data centers, HPC).

A2.7 · Comité National Infrastructure IA

ORGANISATIONNELLE 3 MOIS

Créer un groupe de travail permanent, dédié aux infrastructures, au sein du Conseil stratégique de l'IA ou d'une instance existante. Ce groupe devra assurer la coordination entre les acteurs publics (STEG, INTT, ANCS, AFI. . .) et investisseurs privés. Mandat : appels d'offres data centers, politique GPU souverain, attractivité hyperscalers.

A2.8 · Compute cluster national mutualisé, par paliers

OPÉRATIONNELLE 18-36 MOIS

Fédérer et étendre les nœuds existants (Novation City, CCK, ESPRIT) en un service national mutualisé ouvert aux acteurs publics et privés, avec montée en charge selon les besoins et ouverture négociée, à tarifs préférentiels, vers des accès sécurisés aux plateformes internationales et/ou régionales maghrébines mutualisées.

A2.9 · Accélération des tenders solaires

OPÉRATIONNELLE 18 MOIS

Finaliser et raccorder les 1 700 MW de projets solaires/éoliens en appel d'offres (2023-2025), en priorisant la proximité des futurs parcs de data centers.

A2.10 · Data center pilote à énergie renouvelable

OPÉRATIONNELLE 24 MOIS

Lancer en PPP un projet de data center IA alimenté à 100 % par énergies renouvelables, un emplacement à étudier.

A2.11 · Appel d'offres international data centers

OPÉRATIONNELLE 12 MOIS

Lancer un appel d'offres international pour des data centers IA certifiés Tier III+, le nombre et la localisation étant à définir par une étude dédiée.

A · Réalité de la Tunisie

Le développement numérique de la Tunisie est supérieur à la moyenne régionale (NRI 2025). Le portail « data.gov.tn » reste toutefois sous-alimenté, peu interopérable et rarement mis à jour (82^e mondial, 7^e africain pour l'e-Gouvernement et l'Open Data). La disponibilité de données massives locales est freinée par la taille du marché et l'hétérogénéité des systèmes d'information, surtout dans la santé, l'industrie et l'administration. L'absence de datasets annotés de qualité et arabophones constitue un obstacle majeur au développement de modèles IA locaux.

La composante « modèles », capacité à développer, adapter ou entraîner des modèles d'IA, des modèles fondamentaux (LLM, VLM) jusqu'aux modèles applicatifs spécialisés, est la vraie souveraineté IA. Des initiatives louables existent : l'initiative ELM (CCK/MESRS), la startup iCompass, le projet TunBERT (représentation textuelle pré-entraînée pour le dialecte tunisien), et le LLM open source Labess-7B-Chat de LINAGORA (2025), interagissant en derja tunisien (texte et voix). Cependant, la Tunisie n'a pas de LLM souverain à grande échelle.

Sur la protection des données, la Tunisie est membre de la Convention 108 du Conseil de l'Europe depuis 2017 (51^e État membre, seul pays africain), signal fort d'alignement européen. Mais la loi en vigueur (n°2004-63) est obsolète face au RGPD et à l'IA générative. Un nouveau projet de loi, soumis à l'ARP en 2025, introduit des sanctions quasi-judiciaires pour l'INPDP, des dispositions sur le profilage algorithmique, la biométrie et les transferts transfrontaliers, visant l'adéquation européenne, transformatrice pour le secteur IT/BPO. Côté recherche : base scientifique solide (publications IA parmi les forces nationales, 4 clusters S&T reconnus au GII 2025), mais financement R&D limité à 0,75 % du PIB (vs 1,5 % nécessaire), moins de 50 PhD IA formés par an, et fuite des cerveaux structurelle.

B · Benchmark

Le Maroc dispose de la loi 09-08 (2009), a tenté sans succès l'adéquation européenne, et a fondé le Morocco International Center for AI (MICA) ; son portail open data est plus développé. L'Égypte a adopté une loi données en 2020, publié en 2023 une Charte Nationale pour l'IA Responsable, prépare un « Draft AI Law » à catégories de risque, développe activement des datasets arabophones et un LLM arabophone souverain sous l'égide de son Conseil National IA. À l'échelle régionale, les capacités progressent vite : K2 Think (MBZUAI, EAU), modèle de raisonnement open source de 32 Md de paramètres surpassant des modèles 20 fois plus volumineux ; « LibiGPT » (Libye, octobre 2025) ; ALLaM et HUMAIN Chat (Arabie Saoudite, soutenus par le PIF), ALLaM étant entraîné sur des centaines de milliards de mots arabes pour la maîtrise des dialectes locaux.

C · Opportunités et défis

OPPORTUNITÉS

- + 2^e en Afrique « Données & Infrastructures », AI Talent Readiness Index 2025
- + Membre africain unique de la Convention 108 CE, alignement européen fort
- + Publications scientifiques en IA parmi les forces nationales (GII 2025)
- + Projet de loi 2025 avancé (RGPD-compatible, INPDP renforcée)
- + Forte capacité en compétences ICT favorisant la production de données de qualité
- + 85 établissements supérieurs avec programmes IA/ML dédiés ; clusters S&T reconnus
- + Initiatives privées de modèles souverains ; diaspora IA mobilisable (Paris, Toronto, Silicon Valley)

DÉFIS

- Loi PDCP 2004 nécessitant une actualisation face aux évolutions technologiques et aux standards internationaux récents
- Open data gouvernemental peu alimenté
- Absence de datasets arabophones/tunisiens annotés à grande échelle
- Faible interopérabilité entre bases publiques (CNSS, CNAM, ANETI. . .)
- Pas de décision d'adéquation UE, frein majeur pour l'export IT/BPO
- Aucun LLM souverain arabophone à grande échelle à ce jour
- R&D sous-financée (0,75 % PIB vs 1,5 % recommandé) ; laboratoires fragmentés
- Marché domestique trop étroit pour amortir l'entraînement de modèles fondamentaux

D · Recommandations

A3.1 · Statut légal Laboratoire IA National

RÉGLEMENTAIRE 6–12 MOIS

Créer un statut spécifique pour les Laboratoires IA Nationaux agréés : accès prioritaire au GPU souverain, défiscalisation des dépenses R&D, propriété intellectuelle renforcée sur les modèles entraînés sur données publiques.

A3.2 · Portail National Open Data v2

ORGANISATIONNELLE 12 MOIS

Refondre data.gov.tn avec des datasets prioritaires structurés (santé, transport, agriculture, finance, météo, cadastre. . .) ; obligation légale de publication par les administrations ; unité de curation de données dans chaque ministère.

A3.3 · Labellisation datasets IA

ORGANISATIONNELLE 6 MOIS

Créer un label de qualité national pour les datasets IA (précision, représentativité, biais, documentation) avec des mécanismes « Creative Commons » encadrés.

A3.4 · Consortium régional Modèles Arabophones

ORGANISATIONNELLE 12 MOIS

Lancer un consortium régional (Maghreb/monde arabe) de développement et d'adaptation de modèles arabophones, à gouvernance et financement partagés. Mission première : instruire l'option d'un LLM dialectal « darija/tunisien/maghébin » (7-70B paramètres), faisabilité, coûts, modèle économique, gouvernance.

A3.5 · Initiative nationale pour modèles sectoriels

ORGANISATIONNELLE 18 MOIS

Identifier/appuyer une structure nationale regroupant université + entreprises + État, avec un budget annuel adéquat pour financer des projets de LLM spécialisés par secteur prioritaire et leur maintenance.

A3.6 · 5 projets IA sectoriels avec datasets arabophones

OPÉRATIONNELLE 18 MOIS

Lancer 5 projets basés sur 5 datasets arabophones annotés de grande qualité : santé, agriculture, juridique/judiciaire, finance/fiscalité, éducation. Mobiliser startups, universités et structures publiques concernées.

A3.7 · 3 projets LLM arabophones fast-track

OPÉRATIONNELLE 24 MOIS

Financer via appels à projets compétitifs 3 projets de LLM arabophones/tunisiens sectoriels (santé, agriculture, éducation). Mobiliser la diaspora IA.

A3.8 · Programme « Dareja Voice »

OPÉRATIONNELLE 12 MOIS

Lancer la plateforme publique gamifiée de crowdsourcing vocal et dialectal (lecture, traduction, enregistrement), avec micro-récompenses des opérateurs télécoms et défis inter-écoles ; corpus publié en licence ouverte, alimentant les datasets et modèles.

A · Réalité de la Tunisie

La gouvernance IA en Tunisie est en gestation, avec un besoin urgent de structuration institutionnelle et légale. L'Oxford GAIRI 2025 classe la Tunisie 88^e/195. Le Global Index on Responsible AI (GIRAI) 2026 la place 110^e sur 135 pays, avec un score global de 16,4/100, largement sous la moyenne mondiale ($\approx 35/100$) ; 3^e au Maghreb derrière le Maroc (63^e) et la Libye (78^e), devant l'Algérie (123^e). Le diagnostic central : il ne s'agit pas d'un problème de talent, la Tunisie est 2^e en Afrique sur l'AI Talent Readiness 2025, mais d'un **déficit structurel de gouvernance publique** : le pilier « AI Policy » du GIRAI affiche un score de 0/100, révélateur de l'absence de stratégie nationale formalisée et de cadre réglementaire contraignant. En matière de gouvernance IA spécifique (algorithmes, deepfakes, biométrie, IA générative), aucun cadre légal dédié n'existe, risque réel de vide réglementaire au moment même où ces technologies se déploient à grande échelle.

B · Benchmark

L'Égypte est clairement en avance : 51^e au GAIRI 2025 et 48^e au GIRAI 2026, Conseil National IA opérationnel, Charte IA responsable (2023), draft « AI Law » à catégories de risque. Le Maroc crée une Agence Nationale pour la Gouvernance de l'IA et prépare la loi « Digital X.0 », avec une stabilité institutionnelle supérieure. La Tunisie garde des atouts différenciateurs : le Startup Act, cadre le plus avancé d'Afrique pour l'innovation numérique, et l'alignement sur les standards du Conseil de l'Europe (Convention 108), compatibilité européenne que ni le Maroc ni l'Égypte ne peuvent revendiquer aussi directement.

Positionnement GAIRI 2025 — Tunisie vs pays comparables

Scores par pilier (0–100). **Lecture** : la Tunisie tient son rang régional sur la gouvernance et l'adoption du secteur public, mais la **stratégie publique (19,5)** est le pilier qui décroche : c'est l'absence de stratégie nationale formalisée, pas le talent.

Pays	Strat. publique	Infra. IA	Gouver-nance	Adopt. sect. public	Dévelop. & diffusion	Rési-lience	Score global	Rang
Tunisie	19,5	43,61	59	51,19	36,68	36,76	42,23	88
Algérie	65,5	43,12	59	26,42	33,86	34,44	38,45	89
Égypte	100	47,71	67,5	60,07	47,68	61,14	57,5	52
Maroc	23	48,12	78,75	34,9	30,81	39,78	47,2	86
Estonie	96	54,29	90	99,63	46,01	64,38	67,95	21
Singapour	85	74,46	78,3	92,5	64,15	76,42	83,92	7
EAU	73	73,77	72,5	97,27	57,34	43,15	68,54	19

Figure 3 : Benchmark GAIRI 2025, scores par pilier

C · Opportunités et défis

OPPORTUNITÉS

- + Startup Act (2018), modèle africain unique, cadre startup le plus avancé du continent
- + 1 165 startups labellisées, dont 120+ dédiées à l'IA
- + Membre Convention 108 CE, alignement juridique européen
- + Projet de loi données RGPD-compatible avec mécanismes avancés
- + Engagement actif dans la Stratégie IA Continentale de l'UA ; membre ZLECAf et COMESA

DÉFIS

- Absence de loi IA spécifique (deepfakes, algorithmes, IA générative, biométrie) et de stratégie IA
- Gouvernance fragmentée (multi-ministères sans autorité centrale dédiée)
- INPDP sous-dotée en ressources humaines et budgétaires
- Pas de sandbox réglementaire IA opérationnel ; financement limité
- Marché domestique étroit (12,5 M hab.) ; faible pénétration IA dans le secteur public et les PME ; dépendance aux plateformes étrangères

D · Recommandations

T1.1 · Loi cadre IA nationale

RÉGLEMENTAIRE 12 MOIS

Mettre en place un cadre national de régulation de l'IA, pouvant combiner loi, textes sectoriels, référentiels et expérimentation.

T1.2 · Conseil Stratégique de l'IA, CSIA

ORGANISATIONNELLE 3 MOIS

Décret transformant le CSN en Conseil Stratégique de l'IA : renommage, mandat élargi, composition ajustée (ministres, UTICA, CONECT, société civile, indépendants, diaspora). Présidence au plus haut niveau de l'État ; secrétariat par le ministère chargé des Technologies. Mandat : stratégie nationale, cadre réglementaire, arbitrages, supervision des sandboxes, rapport annuel public. Structure opérationnelle d'appui avec budget transversal (ANCS, CERT, INTT...).

T1.3 · Mise à niveau de la protection des données personnelles et adéquation UE

RÉGLEMENTAIRE 12-18 MOIS

Accélérer l'adoption de la loi organique en cours de discussion sur la protection des données personnelles par l'Assemblée des Représentants du Peuple. Engager formellement le processus d'obtention de la décision d'adéquation auprès de la Commission Européenne post-adoption de la nouvelle loi pour améliorer l'attractivité aux investissements et aux services d'externalisation IT, BPO et R&D et éviter l'érosion de notre avantage compétitif coûts par l'IA.

T1.4 · Commission parlementaire Numérique & IA

ORGANISATIONNELLE 3 MOIS

Commission permanente dédiée au Numérique et à l'IA, avec membres formés et secrétariat technique permanent. Encourager la mise en place, au sein de l'ARP, d'un dispositif spécialisé de veille et d'examen des enjeux numériques et de l'IA.

T1.5 · Cadre national de gestion des risques IA

ORGANISATIONNELLE 12 MOIS

Sous l'égide du CSIA : référentiel d'évaluation des risques (cybersécurité, biais, désinformation, dépendance), obligations proportionnées pour les systèmes critiques, plan de réponse aux incidents IA, coopération avec la HAICA sur les contenus synthétiques.

T1.6 · Sandbox réglementaire IA

OPÉRATIONNELLE 6 MOIS

Déployer un sandbox réglementaire IA de 18 mois permettant aux startups de tester dans un cadre juridique sécurisé, sous supervision des autorités compétentes et avec des obligations proportionnées.

A · Réalité de la Tunisie

Le capital humain est incontestablement l'avantage comparatif le plus solide et le mieux documenté de la Tunisie dans la pile IA. L'AI Talent Readiness Index Africa 2025 (Qhala/Qubit Hub) la classe 2^e du continent (ex-aequo avec l'Égypte, 51,80/100), juste derrière l'Afrique du Sud (52,15). Les chiffres sont éloquentes : 4 120 développeurs par million d'habitants, densité n°1 d'Afrique du Nord, loin devant le Maroc (1 345/M) et l'Égypte (1 224/M) ; 71,37 % de la population dotée de compétences ICT, 1^{er} rang nord-africain ; 85 établissements supérieurs avec programmes IA/ML. La plateforme GoMyCode, née en Tunisie, forme 100 000 développeurs africains dans 8 pays ; Expensya (acquise par Medius), Cynolia, Swiver, Sghartoon illustrent la diversité des applications.

Sur la grille mondiale du Global AI Index (The Observer, 93 pays), la Tunisie se classe toutefois 85^e. Ce décalage confirme le paradoxe tunisien : excellence dans la création de « talents bruts académiques » (2^e en Afrique), mais recul mondial faute de financements majeurs pour retenir ces cerveaux et déployer des infrastructures industrielles d'envergure. Le pilier Talent résiste (68^e/93), mais le score global (7/100) est lourdement pénalisé par la production scientifique appliquée, les brevets IA marginaux, l'adoption restreinte du privé et l'absence de serveurs souverains. La face sombre : un brain drain massif, salaires moyens des ingénieurs IA autour de 30-40 kDT/an, 5 à 10 fois inférieurs aux offres européennes ou du Golfe. Sans mécanismes puissants de rétention et d'attraction de la diaspora, la Tunisie forme des talents pour l'étranger.

B · Benchmark

L'Égypte (51,80/100, ex-aequo) compense une moindre densité de développeurs (1 224/M) et des compétences ICT moins répandues (53,06 %) par sa taille (104 M hab.), son taux d'adoption plus élevé (13,4 %) et une meilleure gouvernance institutionnelle de la formation IA (Cairo University, AUC). Le Maroc (43,75/100) est en retrait, 1 345 dev/M, ICT 60,86 %, mais l'UM6P et l'ENSIAS renforcent rapidement l'offre de formation.

C · Opportunités et défis

OPPORTUNITÉS

- + 2^e rang africain AI Talent Readiness 2025 (51,80 pts), ex-aequo Égypte
- + 4 120 dev/M hab., densité n°1 Afrique du Nord
- + 71,37 % de compétences ICT, 1^{er} Afrique du Nord
- + 85 institutions supérieures avec programmes IA/ML
- + GoMyCode : modèle mondial de formation tech à l'échelle africaine
- + Forte communauté diaspora IA (Paris, Montréal, Dubaï, San Francisco)

DÉFIS

- Exode massif des talents vers l'Europe, le Golfe, le Canada
- Salaires non compétitifs (~\$10k/an vs \$60–150k en Europe)
- Moins de 50 PhD IA formés/an, masse critique insuffisante pour la recherche
- Peu de formations en IA éthique, gouvernance, sécurité IA
- Peu de mécanismes incitatifs pour le retour de la diaspora

D · Recommandations

T2.1 · Statut fiscal « Expert IA Retour »

RÉGLEMENTAIRE 3–6 MOIS

Prévoir un régime incitatif ciblé, temporaire et évalué, combinant mesures fiscales et accompagnement à l'installation pour améliorer l'attractivité au retour de talents confirmés en tension sur le marché national, ou identifiés comme critiques pour le développement de certaines activités ou entreprises à forte valeur ajoutée pour l'innovation ou l'exportation.

T2.2 · Initiation et compétences IA à l'école

RÉGLEMENTAIRE 6 MOIS

Introduire par étapes, dès la rentrée 2027, l'initiation à l'IA au primaire puis les compétences IA au secondaire (minimum 8h/an, intégrées aux matières existantes), en s'appuyant sur le CNTE et les ressources numériques. Former 15 000 enseignants via un programme accéléré (acteur privé + ministères + CNTE).

T2.3 · Académie Nationale IA

ORGANISATIONNELLE 18 MOIS

Créer une Académie Nationale IA (partenariat avec des acteurs technologiques et académiques sélectionnés selon des procédures transparentes) offrant des formations certifiantes en IA, ML, data engineering, IA éthique. Cible : 1 000 professionnels formés/an.

T2.4 · Programme Diaspora IA

ORGANISATIONNELLE 12 MOIS

Attirer chaque année 30 experts IA de la diaspora via missions courtes (3-6 mois), postes d'enseignants-chercheurs associés et participation aux projets nationaux (datasets, modèles sectoriels, cas d'usage).

T2.5 · Programme national de reconversion des métiers exposés

ORGANISATIONNELLE 12 MOIS

Reconvertir 50 000 professionnels des fonctions exposées à l'automatisation (BPO, centres d'appel, comptabilité, support, IT junior) d'ici 2030 vers les services IA-augmentés : supervision d'agents IA, annotation experte, prompt engineering métier, qualité et conformité. Cofinancement État + employeurs + bailleurs ; articulation avec le plan « BPO augmenté » (A1.7).

T2.6 · 5 centres d'excellence IA universitaires

OPÉRATIONNELLE 18 MOIS

Créer 5 centres d'excellence IA (Tunis, Sfax, Bizerte, Sousse, Kairouan), dotés d'un accès au compute national, de chercheurs associés et de partenariats industriels structurés, pierre angulaire des synergies université-recherche-entreprise.

T2.7 · Programme PhD IA

OPÉRATIONNELLE 12 MOIS

Financer 100 bourses PhD en IA sur 4 ans (25/an), avec obligation de soutenance en Tunisie. Prévoir un engagement contractuel de contribution à un projet national ou, le cas échéant, un remboursement proportionné de l'aide reçue.

T2.8 · Programme national d'alphabétisation en IA

OPÉRATIONNELLE 6-12 MOIS

Lancer un large programme d'alphabétisation du grand public autour de l'IA responsable et de confiance, en capitalisant sur des initiatives comme l'UNESCO (AI Literacy Training Program) ou Amideast Tunisie (Experience AI). Objectif : 100 000 citoyens minimum par an.

TunisIA : ambitions à 2030

Pour construire une vision TunisIA performante à l'horizon 2030, la Tunisie doit s'appuyer sur ses forces académiques tout en corrigeant ses faiblesses structurelles en matière d'intégration industrielle et de gouvernance. Une approche basée sur les KPIs cibles les plus stratégiques, en relation avec les indicateurs internationaux 2025 (GII, NRI, GAIRI, GTMI), se résume comme suit :

Horizon 2030 — Hisser la Tunisie dans les classements mondiaux

INDICATEUR	SITUATION 2025		OBJECTIF 2030
Global Innovation Index	76 ^e	→	Top 50
Network Readiness Index	96 ^e	→	Top 60
Gov. AI Readiness Index	88 ^e	→	Top 50
GovTech Maturity Index	Groupe B	→	Groupe A
AI Talent Readiness (Afrique)	2 ^e africain	→	Leader africain
Global AI Index, pilier Talent	56 ^e (6 ^e africain)	→	Leader africain

Figure 4 : Ambitions TunisIA à l'horizon 2030

Objectifs sectoriels associés

- **GII** : publications scientifiques spécialisées en IA du 34^e au 15^e rang ; collaborations R&D université-industrie du 109^e au 50^e rang mondial.
- **NRI** : adoption des technologies émergentes par les entreprises du 52^e au 25^e rang.
- **GAIRI** : concentration de talents IA dans le Top 20 mondial (inspiré du programme estonien « AI Leap », spécialisation massive dès le secondaire) ; 400 000 citoyens formés aux compétences de base de l'IA ; capacités nationales en données du 59^e au 30^e rang ; pilier Résilience >60.
- **GTMI** : adoption de directives éthiques contraignantes et d'un cadre réglementaire complet.
- **AI Talent Readiness Africa** : consolidation de la formation des jeunes en STEM ; amélioration de la rétention des talents.
- **Global AI Index, Talent** : politiques courageuses d'adéquation des compétences aux besoins du marché et de rétention face à l'attractivité des marchés étrangers.

La Tunisie dispose, avec son capital humain d'excellence, d'un atout différenciateur rare dans la course mondiale à l'IA ; mais sans réformes structurelles ambitieuses, ces talents continueront à faire émerger des écosystèmes étrangers plutôt que de fonder une souveraineté numérique nationale.

RÉFÉRENCES

Sources

1. Global Innovation Index 2025, WIPO : wipo.int/web-publications/global-innovation-index-2025
2. BCG 2025, « Develop the Developers : A Strategic Priority for Africa » : web-assets.bcg.com
3. Network Readiness Index 2025, Portulans Institute : portulansinstitute.org
4. Mix électrique en Tunisie 2025 : ilboursa.com
5. Global Index on Responsible AI (GIRAI) 2026 : global-index.ai
6. Adoption de GenAI, Microsoft/Tech In Africa 2025 : africanmanager.com
7. Startup Act, résultats : startup.gov.tn/fr/startup_act/results
8. StartupGenome, Global Startup Ecosystem Report 2025 : startupgenome.com
9. StartupBlink Report : lp.startupblink.com/report
10. AI Talent Readiness Index Africa 2025 (Qhala/Qubit Hub) : investintunisia.tn
11. Global AI Index, The Observer : observer.co.uk/data/global-ai
12. Centre National des Technologies en Éducation : cnte.tn
13. Government AI Readiness Index (GAIRI) 2025, Oxford Insights
14. Tony Blair Institute, State of Compute Access 2024
15. Ministère de l'Éducation de Chine, directives IA primaire/secondaire (mai 2025), via Global Times et NPR
16. Mozilla Common Voice : commonvoice.mozilla.org

TunisIA



Livre blanc TunisIA : l'IA au service du citoyen
et de la compétitivité nationale

ATUGE · TUNISIA GLOBAL FORUM · JUILLET 2026